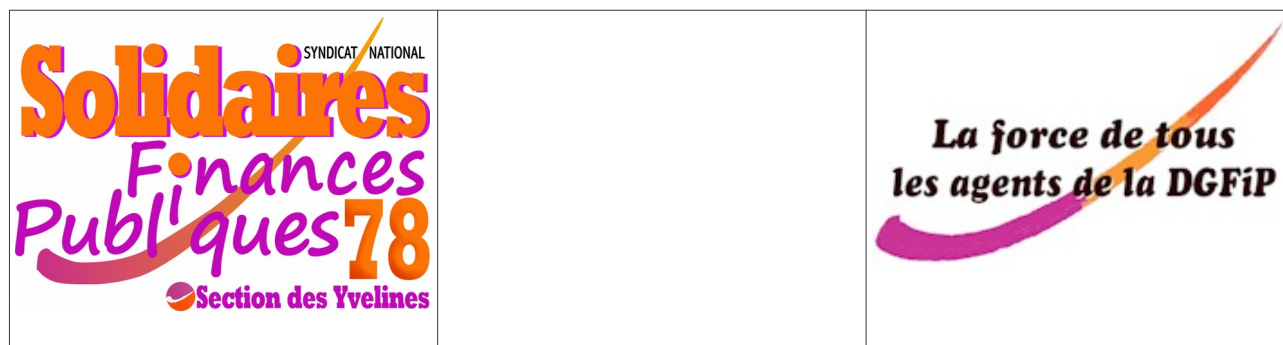




Liminaire au CTL du mardi 30 mai 2016

La DGFIP est aujourd'hui l'objet d'attaques majeures qui relèvent de la même politique que celle qui sous tend la loi El Khomri.

La DGFIP, à l'instar d'autres secteurs déjà engagés dans l'action, y compris sur des problématiques qui leur sont propres, ne peut pas rester en dehors de ce combat alors que le gouvernement tente à nouveau de s'imposer par le 49-3 au mépris de toute démocratie et contre l'avis de la très grande majorité de la population.

Une fois de plus on fait payer la crise financière aux salariés.

C'est dans un contexte d'état d'urgence, d'absence de dialogue social et de déni de démocratie que s'exerce toutes sortes de violences que Solidaires Finances Publiques condamne :

- Qu'il s'agisse de celle des armes constitutionnelles du 49.3 pour imposer une loi travail au service du capital au détriment des travailleurs.
- Qu'il s'agisse des violences policières contre des manifestants qui exigent le respect de la démocratie
- Qu'il s'agisse des violentes attaques médiatiques dont le rapport Laurent sur le temps de travail dans la Fonction Publique est le prétexte.

Alors que l'affaire des panamas papers démontre, s'il en était besoin, que **le renforcement de la lutte contre la fraude fiscale doit être une exigence permanente**, la DGFIP subit des restructurations qui éloignent chaque jour davantage les citoyens du service public.

La DGFIP a perdu 35 000 emplois depuis 2002 et subit des coupes budgétaires drastiques. Le sous-effectif est permanent. Les missions sont sacrifiées, les agents spoliés et méprisés.

Valls a demandé aux ministères de procéder à de nouvelles suppressions en 2017 en moyenne à hauteur de 2% des effectifs. Sachant que les ministères sécuritaires vont voir leurs effectifs augmenter, combien de milliers d'emplois vont encore être supprimés en 2017 à la DGFIP?

Le DG vient de mettre en ligne sur Ulysse ses « lignes directrices » : **une véritable déclaration de guerre contre notre administration, son réseau et ses agents** : tout numérique, contraction du réseau, fermeture des accueils, pôles interrégionaux, mobilité forcée contre les garanties statutaires (application de PPCR), vérification de comptabilité depuis le bureau, retenue à la source qui prépare des milliers de suppressions d'emplois.

Les promotions sont en baisse drastique ; pour l'immense majorité du personnel le net au bas de la fiche de paye baisse alors que les exigences au travail ne cessent de croître.

En métropole et en outre-mer des grèves et blocages se développent : Pyrénées Orientales (3ème semaine de grève), Aude, Hautes-Pyrénées, Guadeloupe...L'exaspération grandit et le goût amer de la trahison se fait sentir dans les services en souffrance.

Solidaire finances Publiques 78 dénonce **la fièvre médiatique** qui par une lecture très partisane du rapport Laurent sur la durée de travail dans la Fonction Publique participe au **Fonctionnaire Bashing**.

Cette fièvre médiatique omet de préciser qu'il y a beaucoup plus de fonctionnaires qui sont soumis à des sujétions particulières que de salariés du privé .36 % des fonctionnaires travaillent le dimanche, contre 25 % dans le privé,. 17,5 % travaillent la nuit, contre 14,9 % dans le

privé. Le rapport porte sur le temps de travail "officiel". Les médias l'ont comparé avec le temps de travail, heures supplémentaires comprises. **Les fonctionnaires eux aussi effectuent des heures supplémentaires, pas toujours payés! Ou mal payé !**

Plus que jamais, Il est nécessaire de se faire entendre, Solidaires Finances Publiques 78 appelle les agents de la DDFIP à se **regrouper pour combattre et récupérer leur dû !**

Ensemble disons :

Oui à la création d'emploi pour assurer un service publique de qualité et de proximité,

Oui à la conservation et à l'amélioration de nos statuts

Oui à une revalorisation de nos salaires représentative de notre technicité et de l'intensification de notre travail